

# PAIX ET VIVRE-ENSEMBLE EN AFRIQUE

Note stratégique  
du service Afrique  
Avril 2021



Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire



**TERRE  
SOLIDAIRE**  
Soyons les forces du changement



“ Un chemin de fraternité, local et universel, ne peut être parcouru que par des esprits libres et prêts pour de vraies rencontres <sup>1</sup> ”

Le pape François dans son encyclique *Fratelli Tutti* nous invite tous à semer la paix, à dépasser nos différences et s'ouvrir aux autres sur le chemin de la fraternité universelle.

Dans son nouveau rapport d'orientation 2021-2026, le CCFD – Terre Solidaire fait le constat d'une paix et d'un vivre-ensemble menacés à l'échelle mondiale par la montée de l'individualisme et des populismes, la montée de la violence et du terrorisme et la perte de capacité à dialoguer.

Les enjeux liés au vivre-ensemble ne sont donc pas propres au continent africain : néanmoins, ils nous y paraissent particulièrement significatifs. À travers cette note, fort de son dialogue avec les partenaires qu'il accompagne sur ses enjeux, le service Afrique de la direction des partenariats internationaux du CCFD – Terre Solidaire s'est attelé à les décrypter. Cette note précise également les stratégies partenariales développées sur cette thématique du vivre-ensemble dans les 18 pays du continent africain <sup>2</sup> où il intervient. En effet, « promouvoir une culture de paix » est l'un des 4 champs d'action retenus par le CCFD – Terre Solidaire pour les six prochaines années.

« La paix ne se construit pas seulement en réponse à des situations de guerre et de violence. Pour qu'elle soit durable, elle doit s'appuyer sur la mise en œuvre de conditions du « vivre-ensemble » qui assure le respect de tous et de chacun <sup>3</sup>. »

**Coordination :** Bruno Angsthelm  
**Rédaction :** Bruno Angsthelm, Charlotte Kreder, Émilie Leroux, Isabelle Manimben, Jessica Pascal, Samuel Pommeret  
**Conception graphique :** Michaël Bouffard  
**Crédits photos :** Patrick Piro, Bruno Angsthelm, Michael Zumstein, Clémentine Metenier  
**Parution :** avril 2021

<sup>1</sup> Fratelli Tutti - 50

<sup>2</sup> Pays d'Afrique sub-saharienne où le CCFD – Terre Solidaire mène des partenariats : Afrique du Sud, Bénin, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, République Démocratique du Congo (RDC), Sénégal, Tchad, Togo.

<sup>3</sup> Rapport d'orientation 2021 – 2026 du CCFD – Terre Solidaire.

# LA PROBLÉMATIQUE VIVRE-ENSEMBLE EN AFRIQUE

## I.1 Introduction

Le Service Afrique au CCFD-Terre Solidaire a pendant longtemps considéré la question du Vivre-ensemble essentiellement à partir de la problématique des conflits en se mobilisant sur leurs causes géopolitiques, politiques et/ou économiques. Si la question identitaire était déjà prise en compte à travers les enjeux intercommunautaires (par exemple Nord/Sud au Tchad ou à l'est de la RDC), le service Afrique n'avait pas développé une véritable conceptualisation du vivre-ensemble qui prendrait aussi en compte les dimensions identitaire, religieuse et culturelle. Pourtant, comme dans d'autres parties du monde, les revendications et replis identitaires, les phénomènes de radicalisation religieuse très marqués (islamisme radical mais aussi des courants plus pacifiques néo-pentecôtistes et évangéliques, etc.) ou les manifestations xénophobes (Afrique du Sud, Zambie) témoignent de profondes crises d'identité en Afrique sub-saharienne.

Ces crises du "mal Vivre-ensemble" sont multifactorielles. Elles dépassent la question des conflits. Elles sont liées à la superposition d'enjeux au niveau national en termes de gouvernance politique, économique et sociale ; elles témoignent également dans le champ culturel de la difficulté à établir des normes communes pour bien vivre en société. Cela interroge la fonction de l'Etat qui est considéré le plus souvent lui-même comme un Etat "crisiocrate". L'échec de la transformation profonde du rapport au pouvoir, malgré ou en raison de l'imposition de normes et pratiques de démocratie formelle, remet en question la confiance collective et la capacité à se projeter dans l'avenir.

Ces analyses appellent une prise en compte - plus importante que par le passé - des questions religieuses, identitaires et culturelles dans le cadre de la construction de la paix et de la réconciliation mais également, donc, des dynamiques de changement social. Le vivre-ensemble interroge les modalités de cohabitation, de coexistence, de collaboration et de concurrence dans les sociétés.

## I.2 Conflits

Sur le continent africain, le CCFD – Terre Solidaire intervient dans un certain nombre de pays qui sont ou ont été en conflits (Afrique des Grands Lacs, Centre et Corne de l'Afrique, Sahel, Mozambique). Les situations conflictuelles sont en effet nombreuses en Afrique sub-saharienne. Chacune de ces situations s'explique par des paramètres historiques et socioculturels propres.

Ces conflits ont une forte **dimension politique**. Les citoyens ne se sentent pas bien représentés, n'ont pas confiance dans le système politique (partis politiques, élections...) et les sociétés civiles sont considérées

comme une nouvelle forme d'opposition politique. Il y a une réelle déconnexion entre les élites africaines et les populations. Il y a une remise en cause des modalités d'exercice du pouvoir et des structures traditionnelles. Les mécanismes traditionnels qui servaient d'amortisseurs et de médiation sont en train de disparaître voire d'imploser. Dans un certain nombre de pays, les élites, à défaut de légitimité et pour s'accrocher au pouvoir, jouent sur le registre identitaire et instrumentalisent politiquement les identités. Impuissantes, les communautés se replient sur elles-mêmes et cherchent des boucs émissaires en leur sein même, ou au sein d'autres communautés.

Ces conflits se nourrissent aussi de la **mauvaise gouvernance**, de l'absence d'Etat de droit et de justice sociale lorsque les institutions sont affaiblies. Les Etats africains sont souvent très centralisés, voir présidentialisés à l'extrême, ne laissant que peu de place à la participation publique ou aux initiatives sociales. Plusieurs sont en voie de désagrégation. D'autres ne sont que de façade, étant dans l'incapacité d'exercer leurs fonctions régaliennes en termes de sécurité et de régulation économique et sociale. Tout cela se traduit par la généralisation de la violence comme instrument de règlement des conflits, l'apparition de groupes armés insurrectionnels, le développement de la contrebande et du trafic de drogue...

Un grand nombre de pays du continent mise encore sur le mirage d'un développement extraverti, soutenu par les investissements privés internationaux, selon une **logique extractiviste**. Héritée de leur histoire, notamment coloniale, cette logique est fortement corrélée aux modalités d'exercice du pouvoir ainsi qu'aux modes d'intégration des pays africains dans l'économie globalisée. Elle génère de fortes tensions sociales et des conflits territorialisés, des violations des droits humains – particulièrement à l'encontre des femmes – ainsi que des atteintes graves et généralisées à l'environnement.

Les populations n'ont aucune prise sur ces conflits internes ou transfrontaliers. Mais rappelons qu'il existe une corrélation forte entre conflits politiques de plus grande ampleur et conflits à l'échelle communautaire. **Ces conflits à la base** concernent souvent des rapports difficiles entre les différents usagers des ressources sur un territoire donné, sachant qu'une grande partie des populations de ces pays vit en région rurale et tire, plus ou moins difficilement, ses revenus comme son alimentation des ressources naturelles disponibles : la terre, l'eau, les arbres, les plantes<sup>4</sup>... L'affaiblissement des mécanismes traditionnels de gestion des usages des ressources et de règlement des conflits mais également la pression accrue sur les ressources naturelles sont une cause déterminante de la violence dans les territoires.

<sup>4</sup> Qui fabrique des crises

<sup>5</sup> Mais aussi des ressources minières avec les chercheurs d'or (Niger, RDC, Madagascar...), de diamants (RCA), de charbon (Afrique du Sud) etc.

Ces conflits sont souvent le fruit d'une **histoire tragique** avec des Etats dont la plupart des régimes politiques se sont inscrits dans la continuité des systèmes coloniaux qui avaient mis en place des mécanismes de domination, notamment en privilégiant certaines communautés pour « tenir le pays ». Il y a dans la **mémoire** des communautés des narrations anciennes, mais encore bien vivantes, et des blessures collectives anciennes dont on a du mal parfois à saisir les effets sur la difficulté à construire la cohésion sociale. On peut citer ici la douloureuse mémoire de l'économie concessionnaire en Afrique centrale, la traite esclavagiste et les razzias entre communautés, ou les effets des répressions politiques. Cette mémoire peut-être réactivée à tout moment et produire une violence inattendue, d'autant plus qu'aucune politique de reconnaissance du statut de victimes, de réparation ou de réconciliation n'aura été menée.

C'est ainsi que, **dans un territoire**, tout un registre de frustrations et de tensions pourra être mobilisé qui, sans plus aucun mécanisme de régulation sociale et politique, va entraîner de multiples micro-conflits qui font le lit de violences difficilement contrôlables.

### 1.3 Identités et culture

L'Afrique se questionne sur son histoire et son identité, après des décennies de récits coloniaux qui ont considéré l'Afrique comme une périphérie du monde et n'ont jamais cherché à faire ressortir son histoire millénaire, produisant ainsi un cercle infernal d'infériorisation, de dénigrement et de victimisation<sup>6</sup>. Colonisation et évangélisation ont aussi profondément participé de la dévalorisation des cultures africaines.

Selon le philosophe et théologiens congolais Kà Mana, « l'homme africain contemporain est déchiré entre une tradition qu'il ne connaît plus vraiment et une modernité qui lui est tombée dessus comme une force de destruction et de déshumanisation ». Les sociétés africaines sont en effet engagées dans une profonde mutation entre prégnance des traditions dans les imaginaires, des normes qui régissent le quotidien et des chocs de modernité d'une grande violence liés notamment aux modèles de développement actuels.

« En tout homme, se rencontrent des appartenances multiples qui s'opposent parfois entre elles et le contraignent à des choix déchirants ». Les composants originels de l'identité sont souvent la religion, la langue maternelle et le groupe ethnique ; l'identité est façonnée dès l'enfance par les croyances familiales, les rites, des préjugés, des rancœurs ainsi que divers sentiments d'appartenance et de non appartenance ». Amin Maalouf « Les identités meurtrières ».

Ainsi, l'auteur estime que chacun est dépositaire de deux héritages, l'un vertical, qui lui vient de ses ancêtres, des traditions de son peuple, de sa communauté religieuse ; l'autre horizontal, lui vient de son époque, de ses contemporains.

L'affaiblissement des traditions, même si certaines pouvaient aussi incarner un certain ordre social figé et instituer des rapports de domination, a entraîné l'érosion de valeurs ancestrales qui contribuaient à la connaissance de soi, à son rapport au monde et au Vivre-ensemble (fraternité, tolérance, primauté de la communauté, place de la communauté humaine au sein d'une communauté plus large du vivant). Certains craignent que les processus d'individuation, largement en cours en Afrique, fassent disparaître les pratiques originales par lesquelles on assure la cohésion sociale, telles que le cousinage à plaisanterie, la notion élargie de la filiation et de la famille, la mobilité interethnique, la capacité d'intégration des différences, le tissage et retissage incessant du lien social.

L'essor démographique en Afrique et les mobilités et migrations qu'a connu le continent sur le temps long, et particulièrement tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, vont modifier le rapport au monde et élargir notamment "l'imaginaire politique". Cette forte mobilité identitaire va se traduire parfois par une forme de "chocs de culture" qui peut provoquer, en réaction à une modernité importée, une polarisation autour d'identités locales.

« Quand la modernité porte la marque de l'autre, il n'est pas surprenant de voir certaines personnes brandir les symboles de l'archaïsme pour affirmer leur différence. Pour ceux qui sont nés au sein de cultures **défaites**, la modernisation a constamment impliqué l'abandon d'une partie de soi-même jamais sans une certaine amertume, sans un sentiment d'humiliation et de reniement, sans une profonde crise d'identité »  
Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Grasset, 1998

Mais lorsque les gens s'identifient et se définissent selon une identité exclusive, alors la compétition, le rejet de l'autre et la domination par un autre sont exacerbés et peuvent provoquer des conflits à tous les niveaux.

C'est le cas lorsque des aires civilisationnelles se rencontrent, par exemple entre un nord musulman et un sud chrétien ou animiste (Tchad, Soudan...), mais aussi, paradoxalement, lorsque se produit un phénomène de renfermement au sein de communautés de reconnaissance (Oumma et djihadisme régional par exemple), ou encore lorsque des communautés ont été construites, manipulées et figées socialement par un imaginaire colonial (Burundi, Rwanda).

Des conflits vont aussi être provoqués par les États lorsqu'ils usent de leurs pouvoirs pour favoriser une ou des communautés ; c'est le cas lorsqu'ils privilégient certaines pratiques culturelles (une langue, la dia, le port d'armes, la sorcellerie...), ou qu'ils instrumentalisent sur un registre identitaire des tensions autour de l'accès au foncier (Côte d'Ivoire, centre du Mali). Les pouvoirs en Afrique sont souvent assimilés à la domination d'une ethnie sur les autres (Tchad, Soudan, Togo, Madagascar...).

D'autre part, de nombreuses sociétés africaines sont clivées et stratifiées en classes sociales, castes ou lignage, par classes d'âge ou par genre, instaurant des rapports de domination fortement ancrés. La plupart du temps, comme ailleurs dans le monde, les femmes sont marginalisées au profit d'un pouvoir patriarcal, la grande majorité des jeunes est écartée des sphères de décisions, certaines catégories sociales comme les bouchers et ferronniers sont marginalisées, les allochtones/étrangers ont trop souvent difficilement accès aux ressources et au pouvoir, etc... Tout cela provoque de multiples tensions plus ou moins visibles mais bien réelles au sein des sociétés africaines, les « cadets sociaux » remettant de plus en plus souvent en cause des systèmes inéquitables.

L'Afrique redécouvre son histoire, mais parfois de manière confuse avec le développement d'une pensée qui reproduit, en l'inversant, la vision coloniale racialisée des rapports au monde. La transmission de l'histoire africaine (...) doit se faire « contre les préjugés et les assignations, mais aussi contre les contre-discours qui parfois n'en sont pas moins prescriptifs. Déconstruire les stéréotypes d'une Afrique sans histoire ne devrait pas mener à construire d'autres préjugés dits afrocentristes ». Heureusement, la recherche archéologique et historique contemporaine replace l'Afrique comme un acteur à part entière des échanges culturels, des savoirs, et dans la mondialisation économique. Des penseurs et intellectuels de l'Afrique permettent aujourd'hui de construire une nouvelle conscience historique autour de l'Afrique.

### 1.4 Religion

La religion, particulièrement lorsque les affaires de l'État lui sont intimement mêlées et n'en sont pas séparées, participe aussi trop souvent des crises africaines (Centrafrique, Bassin du Lac Tchad). Comme dans d'autres parties du monde, le continent africain connaît des mutations importantes de son paysage religieux, marqué par un décalage très net entre les différentes religions et leurs nouvelles formes fondamentalistes et charismatiques, qu'il s'agisse des évangélismes protestants ou du salafisme musulman, lesquelles ont connu le développement le plus spectaculaire. On observe aussi un phénomène moins médiatique de sécularisation, y compris dans les milieux musulmans. Le phénomène religieux se globalise, un évangéliste américain par exemple est entendu à Lagos ou à Abidjan.

Les religions jouent un rôle de premier plan dans la définition des identités sociales et culturelles car elles constituent un cadre d'analyse et de compréhension du monde. Les religions animent et structurent en effet largement les sociétés dans leur ensemble, et pas seulement les communautés de croyants, à travers des systèmes de scolarisation séparés, en favorisant le maintien de sphères médiatiques et politiques

distinctes, en cherchant à maintenir des coutumes différentes en matière d'alimentation ou de mariage, ce qui rend les unions mixtes plus compliquées. Tout cela facilite la constitution de groupes dont les visions du monde sont à la fois cohérentes au niveau interne, et mutuellement exclusives, ce qui peut ensuite être mis à profit par divers entrepreneurs identitaires. Comme l'ethnicité ou le nationalisme, les religions peuvent être utilisées comme outils de mobilisation en temps de conflit.

« Les religions peuvent en effet se substituer aux identités politiques, elles peuvent servir à légitimer la violence, à sanctifier une lutte politique, à désigner un bouc émissaire, à renforcer la fierté d'un groupe, à encourager le fanatisme ou encore à transformer l'image de l'autre en celle de l'ennemi »

Elise Feron<sup>8</sup>.

En Afrique, la dimension religieuse est de plus en plus mise en avant pour expliquer les conflits de ces dernières années mais, derrière certains de ces conflits dits religieux, se cachent très souvent des problématiques locales, notamment liées à des questions de marginalisation politique (le cas des *Boudouma* sur le lac Tchad) ou de revendications sociales et économiques. Comme l'illustre le cas des combattants de Boko Haram, le sentiment religieux n'est pas souvent le facteur principal d'adhésion à un mouvement radical violent<sup>9</sup>.

Les différents chercheurs n'oublient jamais de rappeler le rôle des religions dans la médiation, la réconciliation et dans l'accompagnement des communautés en difficultés. On peut citer le cas de l'Eglise catholique postconciliaire qui a reconnu l'importance du dialogue interreligieux, l'importance des cultures locales, et même l'acculturation des rites (comme c'est le cas en RDC où le rite liturgique zaïrois est accepté au même titre que le rite de la messe tridentine). L'Eglise catholique tout comme les autres grandes confessions religieuses se sont engagées fermement dans la promotion de la paix et des droits humains. Un peu partout en Afrique, des plateformes naissent qui réunissent les leaders religieux chrétiens et musulmans pour prendre en charge la question interreligieuse. C'est le cas au Cameroun, en Centrafrique et au Tchad.

La société civile est aussi engagée pour construire des identités au-delà des appartenances religieuses. Amartya Sen pense en effet que « reconnaître la multiplicité des identités de chaque individu permettrait d'agir contre cette vision exclusivement religieuse des personnes, quel que soit le degré d'implication religieuse d'un croyant au sein de sa propre foi ». Le risque est clairement établi : « la minoration des identités sociales et politiques au profit de la seule identité religieuse porte tort à la société à un moment où il faudrait au contraire les renforcer coûte que coûte<sup>10</sup> ».

6 Catherine Coquery-Vidrovitch « Petite histoire de l'Afrique » Paris, La découverte, 2011.

7 Arnold Sosthène Meboma dans [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/pour-transmettre-l-histoire-de-l-afrique-aux-jeunes-l-ecole-doit-ouvrir-le-debat\\_3098509.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/pour-transmettre-l-histoire-de-l-afrique-aux-jeunes-l-ecole-doit-ouvrir-le-debat_3098509.html).

8 Elise Feron, « Religion et conflits. Comment renouveler le cadre d'analyse ? » in Religions et recherche stratégique, IRSEM, Les champs de mars, n° 26, 2015, p.22.

9 Marc-Antoine Pérouse de Montclos « L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ? », La Découverte 2018 ; Seidik Abba Mahamadou Lawaly Dan Dano « Voyage au cœur de Boko Haram, enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne », L'Harmattan, 2019.

10 Amartya Sen, « Identité et violence », Odile Jacob, 2015, page 46-47



# UNE STRATEGIE GLOBALE DU SERVICE AFRIQUE

## II.1 Un horizon commun : vers des sociétés plurielles, fraternelles et solidaires

Le CCFD-Terre Solidaire fait donc le constat que les sociétés africaines sont traversées par de multiples tensions sociales, culturelles et politiques, qui les empêchent de construire sereinement des sociétés fraternelles et solidaires. Il s'agit donc d'accompagner les communautés à refaire société ensemble, et cela dans toute leur diversité historique, culturelle et religieuse, et d'appartenance politique.

Pour le Service Afrique, il s'agit d'appuyer les **sociétés civiles** pour qu'elles apportent des réponses aux causes profondes de cette crise du Vivre-ensemble qui peuvent être de trois ordres : la compétition sur les ressources naturelles dans les territoires, les tensions identitaires et la mal gouvernance politique.

**L'horizon est de contribuer à des sociétés basées sur la reconnaissance, la confiance et l'altérité plutôt que sur l'injustice, la colère et la haine.**

La haine se construit à partir des sentiments d'injustice et de colère. Cette colère peut provenir d'une impression de rejet ou de dignité perdue qui peut résulter d'un isolement, d'un déracinement, d'un désir d'intégration déçu, d'humiliations vécues... Le manque de reconnaissance est lié, lui, à une absence d'opportunités sociales et économiques et au sentiment de blocage. Selon le philosophe Jacob Rogozinsky, « *la suprême inégalité concerne le rapport à l'avenir, l'inégalité des chances, des opportunités, de la possibilité d'exercer une liberté de choix, de la conduite de sa vie...* »<sup>11</sup>.

Le philosophe explique que c'est le déni de reconnaissance qui transforme le sentiment d'injustice en colère, laquelle est ensuite captée par "un dispositif de terreur" qui la transforme en haine. C'est le cas de Boko Haram qui est un véritable dispositif de terreur dans la région du Lac Tchad. Selon lui, la haine est radicalement mauvaise et est la racine du mal radical.

*La reconnaissance* sous-tend en effet l'existence en société. Toujours selon le philosophe Jacob Rogozinsky, chacun de nous ne parviendrait à s'affirmer, à se réaliser soi-même, qu'en étant reconnu par les autres ; et à condition que lui aussi reconnaisse ceux dont il espère être reconnu. Processus de reconnaissance mutuelle qui s'engage sur plusieurs plans, celui de l'amour et de l'amitié, où le fait d'être reconnu fonde la confiance en soi ; celui du droit, où il rend possible le respect de soi ; celui enfin de la solidarité, des valeurs partagées au sein d'une communauté : sur ce plan, la reconnaissance des capacités sociales de chacun favorise l'estime de soi.

La **confiance** peut, elle, être définie à partir de trois dimensions : la confiance en soit fondée sur la confiance en ses compétences ; la confiance relationnelle, c'est-à-dire la confiance en les autres et la confiance mystique, c'est-à-dire la confiance dans la vie, en le monde, en Dieu, en l'inconnu...

La région du Lac Tchad connaît une crise de cohésion sociale au niveau sous-régional, qui est le fruit d'un fort sentiment d'insécurité, de l'existence de tensions d'ordres et d'origines divers (ethnique, religieuse, agro-pastorale, liées aux ressources naturelles...) et d'un sentiment de grandes frustrations des populations envers leurs gouvernants et les forces armées. Le décalage grandissant perçu par les jeunes entre une société rurale très conservatrice et leurs aspirations (fossé intergénérationnel, sentiment d'exclusion) est l'un des facteurs de cette crise. Au Tchad, les sociétés du Lac sont des sociétés d'exclusion, celle des rives par rapport au reste du pays, celle des îles par rapport à celles des rives... Le CCFD - Terre Solidaire et ses partenaires sont engagés ensemble dans un projet sous-régional **RESILAC** (Redressement économique et social inclusif du Lac Tchad<sup>12</sup>) ; ils y sont chargés d'appuyer une dynamique de résilience communautaire et de vivre ensemble.

Il convient d'éviter le développement de cet enchaînement qui amène à la colère en agissant sur les processus de reconnaissance et de bloquer les mécanismes de captation de la colère par ces dispositifs de terreur qui la transforme en haine et en violence.

Pour cela, le Service Afrique (fort des expériences et du dialogue avec les partenaires du CCFD - Terre Solidaire) a retenu 5 axes d'accompagnement des sociétés civiles :

- 1 Promouvoir un regard pluriel sur les autres et sur le monde
- 2 Construire des sociétés démocratiques
- 3 Agir sur les normes culturelles
- 4 Accompagner la réconciliation et la résolution des conflits
- 5 Repenser la coopération et produire du commun dans les territoires

11 Jacob Rogozinski « Djihadisme : le retour du sacrifice », Desclée de Brouwer, 2017

12 Programme porté par un consortium d'ONG internationales (ACF, Care et groupe URD) et financé par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement dans quatre pays : Niger, Nigeria, Tchad et Cameroun.

## II.2 Les 5 axes d'accompagnement des sociétés civiles en Afrique

### 1. Promouvoir un regard pluriel sur les autres et sur le monde

D'une manière générale, "changer le regard sur les autres et sur le monde" évoque plusieurs notions : d'abord celle du rapport à l'autre — l'altérité —, le dialogue entre les cultures et aussi plus largement la question de l'identité. La question religieuse est souvent centrale. Les migrations entraînent également des problématiques de Vivre-ensemble, pouvant aller jusqu'à des vagues de xénophobie comme c'est le cas en Afrique du Sud.

Il s'agit donc bien là de l'acceptation de l'autre et des compromis nécessaires à faire entre chacun. Etre ou agir ensemble permet de renforcer la connaissance mutuelle et donc de réduire l'écart entre les uns et les autres. Mais "changer de regard sur le monde" passe aussi par une meilleure appréciation du fonctionnement du monde, ses rapports géopolitiques, son histoire mais aussi par une meilleure connaissance de sa propre société.

Ici, aider au Vivre-ensemble signifie soutenir des projets qui visent à renforcer :

➔ **La reconnaissance de soi** : La reconnaissance de l'autre passe aussi par la reconnaissance de sa propre identité. Il s'agit ici de développer le sentiment de fierté, en sa culture, ses identités, son histoire... tout en développant l'individuation (et non l'individualisme).

➔ **La reconnaissance de l'autre** : il s'agit là de développer tout ce qui va à l'encontre des replis identitaires et du refus de comprendre l'autre. Ce sont donc des projets qui visent à renforcer la connaissance de l'autre, le sentiment d'altérité, l'empathie et la bienveillance qui favorisent la confiance en l'autre et des comportements non-violents. Le dialogue interreligieux fait l'objet de projets qui contribuent fortement à la reconnaissance de l'autre. Cette dimension est également travaillée à travers des projets sur la problématique migratoire.

➔ **La capacité à être acteur ensemble** en vue de sortir d'une logique de simple compromis pour imaginer et construire du commun — un commun qui ne serait pas une simple logique de synthèse ou de dénominateur commun (consensus mou) mais plutôt le fruit d'un « processus se faisant, se défaisant et se refaisant au cours d'activités sociales de confrontation à un environnement en continuelle mutation » qui permet de découvrir ensemble « jusqu'où vont les possibles et fait apparaître la diversité des cultures comme autant de ressources à exploiter »<sup>13</sup>. Il y a là une pédagogie de l'action qu'on retrouve dans les mouvements d'éducation populaire.

➔ **La capacité à savoir faire face à la complexité** : l'enjeu est de lutter contre les notions d'absolu et de certitudes qui s'expriment largement au niveau culturel, politique et surtout religieux. Il s'agit de développer l'aptitude au doute et à avoir des analyses plus structurées des problèmes du monde (afin de sortir des approches simplistes et complotistes).

## MALI

### Se réapproprier des traditions culturelles de cohésion sociale



Au Mali, la diversité identitaire et culturelle est synonyme de richesse et a longtemps constitué le fondement de la nation mais la question de l'identité a évolué avec la crise de 2012-2013. Certains ont le sentiment d'être "moins maliens" que d'autres, notamment chez les jeunes qui sont particulièrement exposés à la violence, parfois tentés de s'enrôler dans des groupes armés extrémistes ou de partir en migration.

Depuis 2016, l'ONG **AZHAR** et le **GRDR** – Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural ont initié au Mali un projet commun qui a permis de former 5 000 jeunes sur les droits civiques, la citoyenneté et sur le pouvoir d'agir. Ces jeunes ont réalisé un livret sur les mécanismes du vivre-ensemble et ont ainsi rappelé le rôle que jouaient en ce sens six traditions culturelles maliennes en vigueur dans la région de Kayes. Cette initiative invite par exemple à se réapproprier le Magôtôli — Grâce qu'une personne peut accorder à son prochain suite à une offense commise à son égard par ce dernier — qui ramène les jeunes vers les valeurs de pardon et de tolérance. Le Magôtôli invite ainsi au respect de l'autre dans la différence et à l'acceptation de l'autre malgré les divergences de points de vue : cela contribue à poser les bases d'une société pacifique où il fait bon de Vivre-ensemble sans considération ethnique, raciale ou religieuse.

13 François Jullien, De l'universel, de l'uniforme, du commun et du dialogue entre les cultures, Éd. Fayard, 2008.

# BURUNDI

## Construire des capacités de réflexion critique

Le vécu des jeunes burundais s'est forgé dans les expériences de conflits et de manipulations ethniques associées à un fort encadrement politique ; il peut, au gré des événements, engendrer le « tous contre tous » et perpétuer les dynamiques de conflits.

Le **REJA** — Réseau des organisations de Jeunes en Action pour la paix, la réconciliation et le développement — est une organisation communautaire d'envergure nationale. Le REJA appuie des groupements de solidarité de jeunes dans les communes, qui ont une vocation socio-économique mais qui constituent aussi des espaces de dialogue et de cohésion entre jeunes d'ethnies ou de partis politiques différents.

Le **REJA** a fait le constat que les modes d'action déployés (pair-éducation, diffusion de message de paix et de cohésion, concours culturels sur la citoyenneté, etc.) ne permettaient pas, à eux seuls, aux jeunes burundais de formuler un projet commun d'émancipation politique et sociale.

Le **REJA** a voulu alors aider les jeunes à construire des capacités de réflexion critique — savoir déchiffrer, construire des idées, les partager et les mettre en pratique — mais aussi politiser la construction de la paix en passant d'un travail sur les postures individuelles à un engagement pour le changement des conditions sociales, politiques et économiques. Le changement ne peut pas être seulement une affaire de comportement des individus mais aussi le fruit d'une évolution des conditions sociétales et des systèmes de vie (« ne pas faire peser la charge de la paix seulement sur les consciences »).

Un des enjeux était également de démêler les nœuds culturels burundais comme le « spectre du génocide », la culture du soupçon, l'entrave du « droit à l'initiative », et en particulier à relire les figures du pouvoir pour « faire chef autrement ». Le **REJA** a accompagné des groupes de jeunes pour qu'ils refondent collectivement un système de valeurs qui leur soit propre autour de comportements individuels positifs comme l'attention aux autres ou le respect envers les femmes, de traditions, d'éthique et de pratiques culturelles.

La construction « par le bas » de la citoyenneté est une condition préalable à des engagements à des échelles supérieures (province, pays), permettant la formulation de nouvelles modalités de gouvernance et la transformation des rapports politiques.

## 2. Construire des sociétés démocratiques

Le développement de la démocratie est en enjeu central pour l'Afrique. Pour Amin Maalouf, « *la loi de la majorité n'est pas toujours synonyme de démocratie, de liberté et d'égalité : il ne suffit pas de dire "démocratie" pour que la coexistence harmonieuse s'installe (...); ce qui est sacré dans la démocratie, ce sont les valeurs, pas les mécanismes*<sup>14</sup> ». Pour Amartya Sen, les formes universelles de la démocratie sont le débat, la recherche du consensus et de l'intérêt commun.

L'anthropologue camerounais Achille Mbembe invite l'Afrique à inventer par elle-même un modèle de démocratie qui réponde à la complexité anthropologique de ses sociétés (...), ce qui exige un travail lent, pénible, méthodologique et discipliné ; « **la pacification des formes de lutte politique est un défi historique qu'il revient aux élites, aux ONG ou aux églises de relever** »<sup>15</sup>.

Ainsi, dans des contextes dominés par la méfiance et la désillusion envers les Etats, comment les sociétés civiles de ces pays peuvent-elles offrir des opportunités, espaces et canaux permettant l'exercice d'une citoyenneté renouvelée et la construction d'une cohésion nationale et/ou locale ?

Dans ce cadre, contribuer au Vivre-ensemble signifie pour le Service Afrique soutenir des projets qui répondent aux enjeux suivants :

➔ **Le renforcement de la culture démocratique et de l'exercice de la citoyenneté.** Il est essentiel de favoriser la mise en place d'espaces de dialogues et d'échanges entre citoyens et notamment entre jeunes leur permettant la construction d'une intelligence politique collective / d'activer et vivifier un processus de réflexion politique et citoyenne à grande échelle qui rend les individus acteurs de leur avenir et bâtisseurs de leurs projets d'existence. Cela passe par la modification des perceptions du pouvoir et le renouvellement des modes d'exercice de la citoyenneté.

➔ **La participation, par le plaidoyer, à un dialogue avec l'Etat et/ou les autorités locales** pour l'élaboration de politiques publiques respectueuses du bien-commun ; il s'agit d'agir sur les orientations politiques en matière de développement, et notamment celles liées aux ressources naturelles et agricoles, qui incluent les citoyens et répondent à leurs choix. *Le renforcement des sociétés civiles dans le contrôle de l'action publique* passe aussi par le suivi indépendant et citoyen de ces mêmes politiques publiques.

➔ **La démocratie ne peut être travaillée uniquement « par le haut ».** L'échelle locale est pertinente et prometteuse<sup>16</sup>. La démocratie passe aussi dans les territoires par des dynamiques de concertation avec les autorités politiques et traditionnelles, par la mobilisation des citoyens et par l'affirmation du rôle des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale.

## 3. Agir sur les normes culturelles

L'interculturalité est un défi majeur pour certaines sociétés africaines. Les communautés disposent de leurs propres représentations sociales qui rassemblent un système de savoirs pratiques, incluant les opinions, les images, les attitudes, les préjugés, les stéréotypes et les croyances. Elles ont privilégié ce qui était identique, permanent et fondamental pour la communauté ; et ont formé progressivement des normes culturelles qu'elles respectent souvent scrupuleusement, parfois pour le meilleur, parfois pour le pire.

Les autorités religieuses par exemple n'ont parfois pas toutes pris conscience de leurs responsabilités dans les messages qui sont véhiculés, notamment à travers les lieux de culte et d'éducation religieuse. Au Tchad, plusieurs études ont démontré par exemple que la majorité des maîtres coraniques dispensaient leur enseignement sur la base d'une théologie wahhabite, ce qui n'invite pas les élèves à se former à la complexité et la diversité des savoirs et du monde, et donc à la cohésion sociale.

# TCHAD

## Favoriser le dialogue interreligieux au Tchad

Au Tchad, le sentiment d'un « rapport de domination » des musulmans sur les chrétiens est au cœur du mal Vivre-ensemble dans ce pays : réel ou non, il est en tout cas perçu comme tel par les deux parties. Depuis 2002, de nombreux projets ont permis de renforcer l'aptitude à l'altérité, y compris religieuse, chez les jeunes mais aussi dans le monde politique, ou encore dans les médias. Mais, au-delà, la question demeure : « comment agir sur la fabrication même de ce sentiment de domination ? ». Cela renvoyait aux systèmes de formation confessionnels et à certains types de discours religieux.

**GRAVE** - Groupe de recherche et d'animation du Vivre-ensemble, dans le cadre du Programme Paix et Vivre-ensemble (voir infra), a soutenu avec la Plateforme Interreligieuse du Tchad (PIT) un projet de formation dans « la langue de l'autre » (les religieux musulmans en français et les religieux chrétiens en arabe). C'est une démarche importante pour les leaders religieux engagés dans un chemin de dialogue et de réconciliation. La formation de 9 mois a touché d'abord 30 leaders religieux de la PIT - catholiques, protestants et musulmans - puis 15 imams des grandes mosquées de la capitale. Parallèlement, le projet a permis de former 50 leaders religieux sur le Vivre-ensemble, avec des journées de convivialité qui facilitent leur rapprochement, des journées de dialogue interreligieux...

**GRAVE** a également contribué à rénover le système éducatif et l'enseignement dans les écoles coraniques en vue d'améliorer les conditions de vie des élèves, de les préparer à la vie civique et de développer, là encore, leur sentiment d'altérité tout en assurant la mission originelle de ces écoles qu'est la formation à l'Islam. Un cycle de formation des maîtres coraniques avec 10 modules, par exemple « islam et droits de l'homme », « islam et tolérance », « pluralisme en islam », a été mis en place : 500 maîtres coraniques ont pu être formés dans le pays. Un règlement général a été validé par les instances islamiques et ministérielles compétentes : il définit à la fois le parcours pédagogique et les valeurs à transmettre (citoyenneté, pluralité, respect...) mais aussi le cadre légal pour être autorisé à enseigner (compétences, droits des enfants...). **GRAVE** soutient également l'Université islamique qui souhaite s'ouvrir sur la société, faciliter le dialogue entre universitaires arabophones et francophones et développer l'esprit de confrontation d'idées.

<sup>14</sup> Amin Maalouf, *ibid*

<sup>15</sup> Cité par Vincent Hugué dans « Afrique : le mirage démocratique », CNRS éditions 2012.

<sup>16</sup> Cet enjeu-là est particulièrement relié aux enjeux de transformation dans les territoires, voir Point 5 : Des communautés responsables pour repenser la coopération et produire du commun dans les territoires.



La place des femmes dans les sociétés africaines est encore trop soumise à de nombreux mécanismes de domination qui s'expriment dans l'accès aux droits, dans la vie familiale (mariage, héritage...), dans l'économie (l'accès à la terre...) et plus généralement qui limitent leur participation à la vie collective. On retrouve ces mécanismes dans de nombreux espaces culturels, religieux, tribaux mais aussi souvent au sein des sociétés civiles et mouvements sociaux. Les violences faites aux femmes sont encore trop souvent la norme malgré les avancées législatives dans de nombreux pays.

Le racisme est aussi présent dans de nombreux pays d'Afrique. Plusieurs communautés se sentent supérieures aux autres : cela se manifeste dans les comportements quotidiens, dans le langage et dans le refus de se mélanger. Les Etats n'agissent souvent pas contre ces dérives qui mettent à mal la cohésion sociale. Le racisme a une histoire et une singularité particulière en Afrique du Sud.

Pour favoriser le Vivre-ensemble, le CCFD – Terre Solidaire soutiendra des projets qui visent à transformer les modèles de domination existants afin de pouvoir résoudre durablement les conflits :

➔ **Produire des analyses critiques des différentes politiques publiques** qui ont un impact sur le Vivre-ensemble, en particulier en matière de langue, de laïcité et de rapport à la diversité culturelle.

➔ **Inciter les Etats et parties prenantes** au niveau national comme dans les territoires à produire des cadres normatifs qui favorisent le Vivre-ensemble et qui luttent contre toute forme de discrimination culturelle et religieuse.

➔ **Sensibiliser, former et mettre en action les acteurs d'influence** au sein du monde politique, de l'administration, du monde religieux, des médias et de la société civile pour supprimer de leurs discours et positionnements publics tout élément de nature à cliver les rapports sociaux. Le dialogue interreligieux est là essentiel pour de nombreux pays sahéliens.

➔ **Promouvoir une approche sensible au genre** : il s'agit de soutenir des projets qui visent à travailler sur les oppressions et à modifier les mécanismes de domination qui pèsent sur les femmes. Le CCFD – Terre Solidaire soutient des initiatives qui visent à renforcer le statut légal des femmes et le respect de leurs droits (héritage, accès au foncier, accès à l'école pour les filles...) ainsi qu'à diminuer significativement les violences dont elles sont trop fréquemment l'objet (mariages forcés, excision, bastonnades...), notamment par le développement de réseaux de médiatrices sociales à la base.

#### 4. Accompagner la réconciliation et la résolution de conflits

Les partenaires du CCFD – Terre Solidaire interviennent dans des situations de post-crise au moment où il s'agit d'aider une société à se reconstruire après avoir vécu des déchirements. Cela a été le cas dans la région des Grands lacs, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire...

L'action au cœur même des conflits est très différente car les communautés ne sont pas le plus souvent prêtes au dialogue et à la réconciliation.

##### 4.1 Soutenir des mobilisations pour la consolidation de la paix à un niveau national ou régional

Les conflits ne peuvent pas tous se régler à un niveau local. C'est pourquoi la résolution des conflits à une échelle locale ne peut qu'être articulée à des mobilisations plus larges à un niveau adéquat, au minimum national, parfois international. Il est parfois nécessaire que les mobilisations associent les sociétés civiles de plusieurs pays d'une même sous-région, dans un cadre Nord/Sud ou encore à un niveau multilatéral. Cela a été le cas dans les différents plaidoyers menés au niveau européen et international pour la résolution des conflits dans la région des Grands Lacs.

Dans ce cadre, contribuer au Vivre-ensemble passe par le fait de soutenir voire de contribuer directement en tant que CCFD – Terre Solidaire à :

➔ **Produire des analyses géopolitiques** et les partager avec les acteurs d'influence.

➔ **Mener un plaidoyer auprès des décideurs** (communauté internationale) sur la base d'argumentaires travaillés avec les sociétés civiles locales.

##### 4.2 Des accords de paix et de réconciliation à la base

La réconciliation ne peut s'inscrire que dans un cadre relativement apaisé dans les territoires. Cela peut se produire après un accord de paix global/national : pour autant, ce type d'accords, s'ils sont respectés, n'entraînent pas systématiquement la fin des violences, le désarmement ni la libre circulation des personnes. Des processus de paix locaux sont alors essentiels. Ils sont souvent rendus possibles en raison de l'épuisement des combattants qui ne trouvent plus de justifications légitimes à leur combat et de leurs désirs de retrouver une vie normale. Dans tous les cas, il n'est pas évident que les différentes communautés se réconcilient spontanément par peur de représailles, notamment quand il n'y a pas de système judiciaire et policier fonctionnel. Des médiateurs sont nécessaires.

La réconciliation ne concerne pas uniquement les sorties de conflits armés, elle concerne aussi les conflits très locaux, peut-être moins meurtriers, mais qui nuisent gravement à la vie des communautés. Ce sont notamment des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (conflits fonciers).

Ainsi, pour contribuer à rétablir le Vivre-ensemble, le CCFD – Terre Solidaire soutient des initiatives qui visent à :

➔ **Développer une culture de la non-violence** dans les communautés afin de diminuer le recours à la violence comme mécanisme de règlement des conflits à la base et appuyer la mise en place d'instances reconnues et légitimes de médiation et de résolution des conflits. Ceci concerne en particulier la résolution des multiples conflits très locaux sur les ressources naturelles dans les territoires<sup>17</sup>.

➔ **Dans le cadre de sorties de conflits armés, appuyer des processus de médiation entre chefs de groupes armés et milices via des acteurs reconnus par toutes les parties.**

- Assurer la participation ou au moins l'appropriation de ce type d'accords dans l'ensemble des territoires concernés. Cela peut passer par des campagnes d'explication/sensibilisation mais aussi de larges rencontres entre communautés qui étaient séparées/divisées par le conflit.

- Accompagner la reprise de la vie sociale et économique de ces territoires, même de façon symbolique, pour consolider ces accords à la base.

## AFRIQUE DU SUD

### Lever en partie les mythes et stéréotypes et développer la solidarité entre migrants et sud-africains



Les populations sud-africaines, encore majoritairement pauvres, vivent l'arrivée des nouveaux migrants africains comme un risque de concurrence sur le marché local du travail, ce qui se traduit par de fréquentes crises de xénophobie dans certaines grandes villes.

Depuis 2004, **AFRICA UNITE** lutte contre les attaques xénophobes et contribue à changer la perception générale sur les migrants. Africa Unite a formé, en dix ans, quatre cents médiateurs aux enjeux des droits humains, des droits des migrants et des réfugiés. Des équipes constituées de Sud-Africains, de migrants et de réfugiés interviennent aujourd'hui dans plusieurs townships du Cap et de Durban. Ils font des interventions dans les écoles, dans les églises et tissent dans les quartiers des liens avec la population. Insérés dans les quartiers, ils connaissent les blocages, les points de friction, les leaders des différentes communautés et savent sur qui s'appuyer pour faire baisser les tensions en cas d'agression ou d'actes criminels.

Les migrants sont également invités à se joindre aux luttes sociales comme moyen de s'attaquer à la question de la xénophobie pour le bénéfice de l'ensemble de la société sud-africaine.

Grâce à l'éducation civique et la sensibilisation continues relatives à l'histoire et la culture de résistance en Afrique du Sud, ces dialogues communautaires et autres évènements culturels au sein des communautés auront contribué à lever en partie les mythes et stéréotypes et à développer la solidarité entre migrants et sud-africains.

# CENTRAFRIQUE

## Appuyer des processus de paix au niveau local – le cas de la sous-préfecture de Markounda (Ouham)



La région de Markounda, à la frontière avec le Tchad, n'avait pas ou peu été touchée par le conflit qui a déchiré la Centrafrique en 2013 car elle était restée depuis le début sous le contrôle des rebelles. Mais en décembre 2017, plusieurs mouvements rebelles (Révolution et Justice, Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique et le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique) s'entredéchirent et mettent la région à sac. Les populations se réfugient en masse dans la ville de Markounda, d'autres au Tchad voisin.

Les partenaires du CCFD – Terre Solidaire tentent des médiations. Mgr Nestor-Désiré Nongo-Aziagbia – évêque de Bossangoa – parvient à réunir les chefs de ces groupes rebelles et les convainc de cesser les hostilités. En mai 2018, un accord est signé entre toutes les parties

prenantes – un accord qui a permis aux 25 000 déplacés de rentrer chez eux et de reprendre une vie à peu près normale.

En vue de consolider ce processus local de paix, le **Diocèse de Bossangoa et la PIJCA** – Plateforme inter-confessionnelle de la jeunesse centrafricaine ont mené ensemble un projet d'appui à la jeunesse de cette région : de multiples formations (humaine, droits humains, citoyenneté, médiation...) ont donné à des groupes de jeunes civils et d'ex-combattants les instruments pour vivre en paix. 160 jeunes hommes et femmes ont ainsi pu développer des activités économiques qui participeront à la relance de l'économie locale, à la satisfaction des besoins de centaines de familles. Cela permet également de montrer aux groupes armés que le processus de paix prend aussi en compte la problématique de la réinsertion sociale des jeunes combattants.

## Grâce au GDAP, un accord entre seigneurs de guerre pour le retour des déplacés



La région du Nord-Ouest de la Centrafrique est une région de pastoralisme où les communautés peuhles sont très présentes et où de nombreux peuhls se sont réfugiés durant la crise. Ce n'est qu'en 2016 que cette région est touchée directement par la crise après une attaque des anti-balakas sur la sous-préfecture de Kouï qui sera défendu par un petit groupe d'autodéfense qui deviendra les 3R. Ainsi commence un conflit meurtrier qui va durer 2 ans jusqu'à un accord de cessation des hostilités en décembre 2017 qui ne sera pas vraiment respecté sur le terrain.

Le **GDAP** - Groupement pour le Développement Agro-Pastoral, organisation de développement communautaire, partenaire du CCFD, va alors tenter de contribuer à l'apaisement des esprits entre les deux camps. Il a réussi à faire assoir de nouveau à la même table le Général Sidiki, chef des 3R, et le général Ndalé, le chef des anti-balaka dans la région, et à leur faire signer, cette fois-ci devant les représentants des 300 villages de la sous-préfecture, un nouvel accord qui confirme la cessation des hostilités et facilite le retour des déplacés. Le **GDAP** a ensuite organisé le retour de 700 déplacés qui ont été accueillis par des populations en fête. Aujourd'hui, les populations chrétiennes et musulmanes circulent librement et vivent ensemble des leurs villages.

## 4.3 Les jeunes, acteurs de violences mais aussi de réconciliation

Les jeunes africaines sont des acteurs clé du renouvellement de la citoyenneté, vecteurs de nouvelles valeurs et représentations du monde, mais aussi sources de déstabilisation et acteurs mobilisés dans les crises sécuritaires que connaît le continent.

Dans les pays en proie à des conflits armés, la grande majorité des combattants sont en effet des jeunes qui n'ont pas de projet de vie (travail, foyer...) et qui sont facilement manipulables par manque d'éducation de base. Faut-il soutenir des personnes, notamment des jeunes, qui ont participé à des conflits, dont on peut imaginer qu'ils ont commis un certain nombre d'actes graves, au moins pour certains d'entre eux ? La réponse à cette question n'est pas simple. On parle là de personnes qui ont tenu des armes, qui ont peut-être tué, commis des actes de torture, qui ont participé collectivement à la déstabilisation d'un territoire. La réponse d'un religieux catholique en Centrafrique a été claire : « *Il faut travailler avec eux pour les ramener à la vie civile ; et il en va aussi de leur propre dignité et de l'intérêt de tous et toutes* ».

➔ **Accompagner des actions à même de canaliser leurs frustrations et de générer d'autres valeurs, idéaux et modes de socialisation** que ceux véhiculés par des mouvements religieux et politiques radicaux ou des mouvements armés insurrectionnels.

➔ **Appuyer l'insertion économique et l'accès à l'emploi des jeunes**, notamment des ex-combattants.

## 5. Des communautés responsables pour repenser la coopération et produire du commun dans les territoires

Les faibles résultats observés en termes de changement social durable dans de nombreux projets à la base interpellent les acteurs de développement sur leurs stratégies et surtout sur leurs postures. Rendre les communautés responsables dans leurs territoires est une priorité et passe par la mise en place de mécanismes collectifs de coopération et de gestion pacifique des tensions sociales.

Le bilan de ces dernières années amène le CCFD – Terre Solidaire à mettre davantage l'accent sur le renforcement de la résilience des sociétés leur permettant de faire face aux différents chocs et crises (notamment politiques).

### 5.1 Le pouvoir d'agir d'acteurs collectifs pour des sociétés résilientes

Les sociétés civiles locales jouent un rôle déterminant dans la résilience communautaire que l'on pourrait définir comme la capacité de communautés à r(e)bâtir une société apte à affronter collectivement les incertitudes. On parle ici de communautés rurales et/ou nomades, de mouvements informels de toutes sortes, religieuses ou sociales, et donc d'une manière générale toutes formes de mouvements qui animent les liens sociaux et culturels qui structurent une société.

<sup>18</sup> Nous portons une attention particulière au fonctionnement démocratique innovant / horizontal de ces coalitions afin de ne pas reproduire les rapports inégaux et de domination au sein de ces mouvements.

Il est important de rappeler que la participation des femmes et des jeunes est essentielle à tout processus de changement social dans un territoire. Les jeunes sont très souvent animés d'une forte vocation à faire évoluer les normes sociales vers plus de liberté et de citoyenneté. Les femmes participent activement à la vie économique à la base et jouent un rôle essentiel dans la résolution des très nombreux conflits de toutes sortes au sein des familles, des quartiers... Elles sont aussi des forces de solidarité essentielles au sein des communautés ; elles jouent un rôle majeur dans la préservation des ressources naturelles.

Au niveau local, au sein des territoires, le CCFD – Terre Solidaire veillera à appuyer des initiatives qui visent à :

➔ **Appuyer les communautés à piloter des processus de changement** que ce soit en termes de rapports sociaux (place des cadets sociaux ou des femmes dans la vie sociale) comme de pratiques économiques (développement de l'agroécologie, système d'épargne collectif...); cela passe par la formation d'un leadership local (leaders communautaires, parajuristes, animateurs agricoles, médiatrices sociales, formateurs en droits des femmes...)

➔ **Accompagner la création de coalitions multiformes**<sup>18</sup> (plaidoyer foncier, suivi électoral, lutter contre les violences basées sur le genre...) pour habituer les différents acteurs à travailler ensemble, à construire du commun dans le cadre de missions et de responsabilités tournantes et à dialoguer avec l'Etat et les autorités locales.

➔ **Renforcer le pouvoir d'agir des associations de jeunes et de femmes** afin de renforcer leur participation à la vie de la communauté. Permettre d'une manière plus générale aux associations de jeunes de s'engager activement dans des projets de citoyenneté active et/ou de solidarité.

### 5.2 Organiser la gestion des ressources des territoires de manière pacifique

Dans de nombreux pays, la forte croissance démographique, la dégradation des sols et des écosystèmes, les effets du changement climatique et des politiques extractivistes ont accentué les pressions sur les ressources naturelles, fragilisant le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, déstabilisant ainsi l'économie locale. De très nombreux territoires sont en crise ; la liste des conflits liés à la compétition pour l'accès aux ressources est longue. Par exemple, ceux qui existent entre agriculteurs et éleveurs, et plus généralement les conflits relatifs à l'accès aux terres fertiles pour l'agriculture ou encore ceux liés à l'accès aux rivières et mares pour la pêche... De nouvelles formes d'accaparements de terre et des mers (pêche industrielle, tourisme côtier...) par les élites locales ou par des entreprises extractives (mines, pétrole, gaz) et agro-industrielles se font plus fréquentes, ce qui provoque de nombreuses contestations au niveau local souvent violemment réprimées.

Organiser la gestion pacifique des ressources naturelles dans les territoires passe par la mise en place de dispositifs collectifs qui vont faciliter le passage d'une



pratique de compétition à une pratique de coopération et de médiation. Cela s'avère beaucoup plus difficile, voire impossible, lorsqu'une grande entreprise – surtout multinationale – est impliquée dans l'exploitation des ressources.

À travers ses soutiens, le CCFD – Terre Solidaire veillera à contribuer à :

➔ **Valoriser des mécanismes de régulation sociale** déjà existants et accompagner les citoyens à co-construire de nouveaux pactes sociaux, notamment sur la gouvernance foncière ou des ressources naturelles comme biens communs. Ces pactes permettent le consensus autour de nouvelles normes et instances de gestion concertée des ressources. Ce type de pacte peut prévoir des Comités (de médiation par exemple) qui font respecter les règles d'usages et de coopération (par exemple des délimitations de couloirs de transhumance).

➔ **Créer des espaces de dialogue au niveau local** rassemblant l'ensemble des parties prenantes d'un territoire qui ont ainsi l'occasion de débattre entre eux librement des problèmes qu'ils rencontrent au quotidien. Cela permet au minimum de lever certaines incompréhensions, de diminuer les tensions sociales, voir de trouver des solutions immédiatement opérationnelles.

### 5.3 Soutenir une économie locale inclusive :

On ne peut travailler sur des processus de Vivre ensemble sans prendre en compte les questions économiques qui se posent aux populations dans leur quotidien. Assurer des conditions de vie dignes (bien être, moyens d'existence) aux populations est impératif pour promouvoir la paix.

Contre une économie extractiviste, le CCFD-Terre Solidaire préfère soutenir une économie qui assure le respect des droits humains fondamentaux, la justice sociale et la préservation de la planète au service de tous les êtres humains et du bien commun.

Il s'agit de soutenir des initiatives qui favorisent des modèles de développement territorial. Cela passe par :

➔ **Favoriser des réflexions multi-sectorielles et territorialisées et appuyer des expérimentations participant d'une transition écologique, économique et sociale.** L'ensemble permettra de renforcer le rôle – essentiel – des sociétés civiles comme forces de proposition pour des projets politiques et économiques au service du bien commun.

➔ **Appuyer la transition vers l'agro-écologie paysanne.** Vecteur d'innovations sociales et institutionnelles, l'agro-écologie participe d'un changement des relations avec la nature et d'une évolution des rapports sociaux (de genre notamment) au sein des territoires ruraux et périurbains.

➔ **Soutenir financièrement des projets économiques portés par des femmes et des jeunes qui vont développer significativement l'économie locale** (transformation agroalimentaire, petit commerce...).

# CÔTE D'IVOIRE

## Rétablir la cohésion sociale en répondant aux enjeux fonciers



La crise qui s'ouvre en 1994 à la mort d'Houphouët Boigny ouvre la voie au concept de « l'ivoirité » qui va stigmatiser les étrangers et plus largement les populations du nord du pays, nombreuses au sud où ils exploitent souvent depuis des générations des terres appartenant aux autochtones. A partir de 2002, la crise politico-militaire va exacerber ces divisions entre communautés et les conflits latents ou déjà ouverts sur le foncier notamment dans les zones d'agriculture de rente.

Pour **ASAPSU**, la réconciliation est devenue un enjeu majeur et passe nécessairement par le règlement de la question foncière.

Depuis 2014, **ASAPSU** a accompagné les communautés autochtones et étrangères au cœur de la première région cacaoyère du pays afin qu'elles rebâtissent des liens de confiance autour de nouvelles règles foncières locales. Après une mise à plat de leurs règles de gestion foncière, les communautés sont invitées à les préciser – particulièrement les liens entre autochtones et migrants, à les faire évoluer pour mieux prendre en compte les droits des jeunes et des femmes et à les formaliser dans des conventions. Des modèles de contrats écrits sont collectivement définis pour formaliser les transactions foncières et ainsi prévenir les conflits.

Les tribunaux coutumiers et les comités fonciers villageois ont été associés : dotés de règles collectivement acceptées et connues, ils retrouvent une forte légitimité pour veiller à leur respect et régler les conflits. **ASAPSU** a permis ainsi de sécuriser « propriétaires » et exploitants dans la pluralité de leurs droits fonciers tout en contribuant à renforcer la cohésion sociale.

## Programme Paix et Vivre ensemble

Le CCFD-Terre Solidaire a bâti sa stratégie partenariale au Tchad, en RCA et au Nord Cameroun autour des enjeux du vivre-ensemble. Le CCFD – Terre Solidaire et ses partenaires inscrivent leurs actions dans le cadre stratégique du « *Programme Paix et Vivre ensemble* » lancé en 2013 dans la sous-région et financé principalement par le CCFD-Terre Solidaire. La méthodologie d'intervention « Paix, vivre ensemble et réconciliation dans les territoires post-crisis » a été mise au point avec les partenaires.

Ce programme vise à accompagner les sociétés civiles des pays de la sous-région à construire une paix durable dans leurs pays en agissant sur les causes profondes des conflits : la compétition sur les ressources naturelles dans les territoires, les tensions identitaires au sein des sociétés et la mauvaise gouvernance politique. Il invite à agir autour de 3 objectifs structurants : le renforcement de la résilience des communautés et des sociétés rurales dans les territoires, la construction de sociétés fraternelles basées sur des valeurs citoyennes et sur la richesse et la diversité des identités culturelle, religieuse et sociale et enfin la promotion de systèmes politiques redevables, démocratiques et au service des populations.

Ce programme est mis en œuvre par cinq partenaires au Tchad (**CSAPR, APAD, ACORD, Kawtal et GRAVE**), quatre en Centrafrique (**PIJCA, ROSCA, GDAP et le Diocèse de Bossangoa**) et un au Nord Cameroun (**ACADIR**) mais aussi par de nombreuses organisations alliées.

Ce programme a permis par exemple :

- **L'émergence de nouveaux acteurs**, notamment au sein des communautés peuhles et transhumantes (**Kawtal**), avec les jeunes en RCA (**PIJCA**), mais aussi des acteurs très ancrés dans les communautés de base comme les Plateformes rurales dans la région sahélienne tchadienne qui représentent des dizaines de milliers d'habitants, des collectifs d'associations de jeunes à la base, des Comités de suivi budgétaires, des collectifs de femmes...
- **L'action auprès des communautés dans les territoires** pour faire baisser les tensions intercommunautaires, faciliter la réconciliation mais aussi amener les groupes armés à signer des accords de paix locaux. De nombreux projets économiques ont permis de consolider ces processus et de réinsérer socialement de nombreux jeunes ex-combattants.
- **La formation de milliers d'agents de changement social à la base** : des médiatrices sociales, des parajuristes, ceux chargés de la lutte contre les violences basées sur le genre dans les communautés, des médiateurs communautaires, des relais communautaires, des militants d'associations de jeunes...
- **La construction d'alliances qui permettent progressivement d'englober une problématique** à travers un ensemble d'acteurs très différents : associatifs, chercheurs, religieux, jeunes... L'exemple le plus frappant est celui du dialogue interreligieux appuyé aujourd'hui à travers une multitude d'acteurs : la plateforme interreligieuse du Tchad, le centre El Mouna, l'Université islamique, l'association pour l'Enseignement Coranique et la Protection des Enfants AECPEM, le Conseil supérieur des affaires islamiques (CSAI), l'Eglise catholique, des chercheurs, ...
- **La promotion d'une culture du débat, de la pensée critique et de la production de connaissance** qui sont déterminantes pour comprendre les enjeux, positionner les débats, faire évoluer les mentalités... C'est aussi un levier clé pour apaiser les esprits et diminuer les clivages. Il a été possible de positionner dans le débat public plusieurs sujets qui participent du mal Vivre ensemble et jusque-là peu pris en compte par la société civile : la citoyenneté des communautés nomades, la question de l'altérité dans l'univers religieux, le code de la famille, l'histoire et les imaginaires dans les relations entre communautés...
- **Des sociétés civiles engagées de plusieurs pays** qui se mobilisent ensemble sur les enjeux sous-régionaux comme la paix, la libre circulation, la transhumance transfrontalière... ou qui construisent des projets qui prennent en compte les dynamiques transfrontalières.

Le CCFD-Terre Solidaire a financé dans cette région depuis 2013 plus de 150 projets pour un montant d'environ 4 millions d'euros de fonds propres (sans compter des fonds de bailleurs publics) au bénéfice de centaines de milliers de personnes.





Acteur historique du changement dans plus de 60 pays, le CCFD-Terre Solidaire agit contre toutes les formes d'injustices. Nous œuvrons pour que chacun voie ses droits fondamentaux respectés : manger à sa faim, vivre dignement de son travail, habiter dans un environnement sain, choisir là où construire sa vie...

Un monde plus juste et plus fraternel est déjà en action, car chacun porte en lui une force de changement. Notre engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans la pensée sociale de l'Église. Par notre action individuelle et collective, nous proposons et soutenons des solutions politiques et de terrain.

+ de **400**  
organisations  
partenaires

**700**  
projets internationaux  
dans 63 pays

**15 000**  
bénévoles

**2,2**  
millions de  
bénéficiaires

Pour suivre notre actualité,  
engager ou poursuivre le dialogue, retrouvez-nous sur :



[ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org)



**TERRE  
SOLIDAIRE**

Comité Catholique contre la Faim  
et pour le Développement - Terre Solidaire

4, rue Jean Lantier 75001 Paris - Tél : 01 44 82 80 00